

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

Sup au N°196
3 avril 2012

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Intervention de T. Faugier, délégué Front Unique au congrès national du SNES

Notre congrès se tient à un moment particulier : dans moins d'un mois ont lieu les élections présidentielles. Or le résultat de ces élections n'est pas sans importance pour les travailleurs :

Nous sommes devant une alternative : soit Sarkozy est réélu, et alors chacun ici sait ce qui se passera ensuite, soit il est battu, et alors, sans illusion sur la politique que pourrait mener le nouveau président de la république, nous serons dans une situation politique différente. La bourgeoisie aura subi une défaite sur le plan des élections, et la bataille pour la défense des acquis se mènera dans une situation plus favorable.

Je ne reviendrai pas sur le bilan des 5 années écoulées : diminution massive des heures d'enseignement en primaire, au collège, en lycée ; suppression de près de 70 000 postes, liquidation de toute formation des enseignants en sont quelques exemples.

On connaît parfaitement aussi le programme de Sarkozy : autonomie totale des établissements et possibilité pour les chefs d'établissements de recruter les profs, nouveau service à 26 heures (sur la base du volontariat... dans un premier temps), liquidation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans via l'envoi en apprentissage de dizaines de milliers de jeunes dès 14 ans. Ce n'est là que l'aspect enseignant du programme de Sarkozy qui a mis au centre de sa campagne la chasse aux chômeurs, aux immigrés etc.

Mais il faut le dire aussi : Sarkozy, son ministre Sauvadet combattent ouvertement contre l'existence des syndicats. Le programme de Sarkozy, c'est « feu » sur le droit des travailleurs à s'organiser : en attaquant ce qu'il appelle les « corps intermédiaires », Sarkozy montre qu'il entend combattre contre l'existence même des syndicats.

Lors des CDFN des 13 et 14 Mars, la direction de la FSU a fait adopter une résolution au milieu de laquelle on peut trouver la phrase suivante :

"La poursuite de cette politique ouvrirait la voie à de nouvelles régressions pour les salariés et tous les citoyens. La réélection de Nicolas Sarkozy renforcerait les attaques subies au long de son mandat. "

C'est le moins qu'on puisse dire ! Si l'on dit « la réélection de Nicolas Sarkozy renforcerait les attaques subies au long de son mandat », la conclusion ne doit-elle pas être tirée ? A savoir : notre congrès doit prendre position en appelant à battre Sarkozy en utilisant pour cela, dans le cadre des élections, le vote pour les candidats présentés par les partis issus du mouvement ouvrier, chacun selon son choix au premier tour ; et au second tour pour celui d'entre eux resté en lice.

Qu'on ne nous dise pas que cela remettrait en cause l'« indépendance » des organisations syndicales. C'est quoi, l'indépendance syndicale ? Est-ce que c'est l'indépendance telle que la définit Sarkozy ? Lors d'une récente visite dans une centrale nucléaire, il a déclaré : « *Je pensais qu'un syndicat servait à défendre les salariés et pas à faire de la politique* ». La voilà, l'indépendance à la Sarkozy : que les syndicats ne se mêlent pas de politique. C'est-à-dire : qu'ils se rendent à ses convocations et qu'en aucun cas ils n'affrontent son gouvernement et ses attaques, qu'en aucun cas ils ne se prononcent pour que Sarkozy soit battu et chassé. Sinon, « ils font de la politique ! »

La vraie indépendance, c'est l'indépendance par rapport à la classe ennemie, par rapport à l'appareil d'Etat. La déclaration que j'ai citée, Sarkozy l'a faite lorsque la section syndicale CGT de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux a refusé de se rendre à un entretien à huis-clos avec lui, ce en quoi ils ont eu parfaitement raison.

A l'inverse, se rendre à toutes les réunions où le gouvernement met à l'ordre du jour des contre-réformes, c'est le contraire de l'indépendance syndicale. D'ailleurs lorsque les dirigeants des syndicats le font, Sauvadet et Sarkozy se répandent en louanges sur leur sens de la responsabilité. Mais dès qu'ils refusent de s'y rendre, alors le ton change. Ainsi Sauvadet, récemment, devant le boycott du Conseil Supérieur de la FP d'Etat, a insulté les organisations syndicales, et déclaré : « *J'ai la ferme intention de ne pas laisser les fonctionnaires être les otages des organisations syndicales* ».

Ce dilemme, il nous est posé immédiatement : Une question est en suspens : celle de l'évaluation. Notre congrès doit décider que le SNES boycottera jusqu'au bout les Conseils supérieurs de la fonction publique d'Etat qui doivent discuter du projet de décret sur l'évaluation. Notre congrès académique a d'ailleurs adopté une motion en ce sens. Nous ne pouvons pas laisser ce gouvernement porter des attaques contre nos statuts en siégeant dans les instances où ces attaques se discutent.

Alors que nous sommes à moins d'un mois des élections, ce gouvernement continue, de manière effrénée, de lancer des attaques contre les travailleurs, les fonctionnaires. Il n'a plus aucune légitimité ! Aujourd'hui, pour ce gouvernement en fin de vie, faire passer le décret évaluation, c'est un véritable putsch !

C'est pourquoi je soumets une motion :

Le congrès du SNES réitère son exigence de retrait du projet de décret, il décide de boycotter jusqu'au bout le CSFPE et propose aux autres organisations de faire de même.

Contact : Front Unique, 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd - mel@frontunique.com